

# L'économiste, le premier quotidien économique au Maroc

Édition N° 4200 du 2014/01/28

**Gouvernance: L'Afrique veut se prendre en main**

**Appel pour un nouveau modèle de croissance pour le continent**

**Il devra être basé sur les moyens endogènes des pays africains**

**Vers la création d'ensembles économiques régionaux**



Cheikh Habiboulaye Dièye, ministre de la Communication et de l'économie numérique du Sénégal, Toussain Abel Koulibaly, ministre de l'Aménagement du territoire du Burkina Faso, Mohamed Louafa, en charge des Affaires générales et de la gouvernance, Mohamed Abbou (Commerce extérieur), ont été unanimes à considérer que l'Afrique recèle d'énormes potentialités, dont une meilleure exploitation passe par l'amélioration de la gouvernance

PLUS d'un demi siècle après leur accès à l'indépendance, plusieurs Etats africains sont encore empêtrés dans le sous-développement. En effet, «l'Afrique n'est pas encore arrivée à se prendre en main durant toutes ces années», se sont accordés à dire les intervenants lors de la 2e édition des Journées annuelles de la gouvernance en Afrique, organisées à Rabat du 27 au 30 janvier. C'est pour cela que gouvernements et société civile se sont réunis afin de «réinventer l'économie du continent». Une «occasion pour échanger les expertises et déterminer les meilleures voies de la croissance», comme l'a souligné Mohamed Louafa, ministre chargé des Affaires générales et de la gouvernance. L'idée est que «l'Afrique puisse assurer sa croissance en se basant sur ses propres moyens», a-t-il ajouté. En effet, «il est devenu impératif de miser sur les moyens endogènes de l'Afrique pour assurer le développement», a avancé, pour sa part, Cheikh Habiboulaye Dièye, ministre de la Communication et de l'économie numérique du Sénégal. Surtout que «le continent dispose d'énormes richesses», a noté Louafa. Outre les différents minerais et autres ressources naturelles, l'Afrique est aussi un marché de plus d'un milliard de consommateurs, a rappelé le ministre sénégalais. Louafa a rappelé que différents Etats africains ont réalisé durant les dernières années une croissance soutenue, qui a avoisiné 4,9%, en dépit de la crise. Cependant, «cette croissance ne s'est pas traduite en termes de développement humain, dans la mesure où le revenu moyen des populations du continent est 6 fois moins élevé que dans le reste du monde», a expliqué

le ministre chargé des Affaires générales. D'autant plus que «cette précarité économique suscite le désespoir chez les populations, notamment parmi les jeunes», a affirmé, pour sa part, Toussain Abel Koulibaly, ministre de l'Aménagement du territoire du Burkina Faso. Pour Louafa, «il est nécessaire de se pencher actuellement sur la construction d'un nouveau modèle de développement, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, permettant de créer des économies régionales, à même de répondre aux nouvelles exigences». De son côté, le ministre burkinabé a précisé que «cette nouvelle approche doit être basée sur les spécificités de chaque pays, mais dans un cadre de solidarité». C'est dans ce sens que le Maroc a renforcé ses relations avec les Etats de l'Afrique subsaharienne, en dépit des différends avec certains d'entre eux, à cause de la question de l'intégrité territoriale, a affirmé Louafa. Aujourd'hui, Rabat est liée à ses voisins du Sud avec plus de 300 conventions et protocoles. C'est ce qui «permettra aux Etats africains de se positionner en tant que nouveaux pays émergents, à l'instar des expériences des pays du BRICS», a estimé le ministre sénégalais. Pour lui, «il ne faut pas rater ce rendez-vous, notamment en agissant sur les structures économiques afin de les rendre plus efficaces». Cela passe par une «meilleure gouvernance économique et politique». Car, «nous ne pouvons pas disposer d'une économie performante, avec la persistance de certaines pratiques douteuses», a noté Cheikh Habiboulaye Dièye. Le ministre sénégalais de la Communication et de l'économie numérique a estimé que le continent doit axer ses efforts sur une «meilleure appropriation de la territorialisation des politiques publiques». Il a aussi appelé à miser sur des secteurs à grande valeur ajoutée comme celui des nouvelles technologies de l'information et de la communication, qui a déjà donné des résultats appréciables dans des pays comme l'Inde, le Ghana ou encore le Maroc.

### **Ateliers**

LA réinvention de l'économie africaine est le deuxième thème des Journées annuelles de la gouvernance en Afrique, après celles organisées en 2012 au Cap Vert. Elles s'inscrivent dans le cadre de l'Initiative Afrique horizon 2060. «Il s'agit d'une stratégie à long terme visant la relance de la croissance en Afrique sur la base de ses propres moyens», selon les organisateurs de cette rencontre. Ceux-ci semblent avoir pris en compte que «les gouvernements ne peuvent pas répondre, tous seuls, aux différentes problématiques posées, suite au retard cumulé durant des décennies». D'où «la nécessité d'actions convergentes de tous les Africains, notamment de la société civile et de la diaspora», est-il indiqué. Les travaux de cette rencontre s'articulent autour de plusieurs axes, déclinés en ateliers, portant sur le recouvrement de la souveraineté sur les ressources naturelles, la promotion de nouvelles approches de développement des territoires, la construction de systèmes financiers endogènes...

M.A.M.